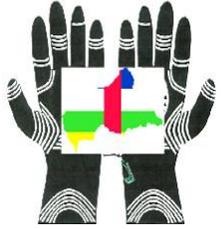




# MOUVEMENT NATIONAL POUR LA VIGILANCE ET LA DÉFENSE DE LA PATRIE

**(MNVDP)**

Tel : 72.39.60.29 / 75.75.93.63  
BP : 239 Bangui (RCA)



Réf: MNVDP/CR/SG/2020

## DÉCLARATION N°005 / MNVDP / CR / SG / 20

### RELATIVE À :

- ▶ La prolongation de l'embargo encore d'une année
- ▶ L'adoration de Ali Darasse par le Gouvernement et la MINUSCA
- ▶ L'exigence de la démission du Premier Ministre Firmin Ngrébada
- ▶ L'APPEL (non daté) à manifester de la Société Civile (GTSC) du 31/07

C'est avec indignation et colère que le MNVDP a appris la reconduction, pour une année de plus, de l'embargo sur le matériel militaire nécessaire à la protection et la défense de la République Centrafricaine. Une reconduction injustifiée et préjudiciable aux FDSI, car l'évidence est que certains contingents de la MINUSCA entretiennent des relations suspectes avec des groupes armés et que ses experts rédigent des rapports mensongers, pour motiver cette reconduction.

Aussi le MNVDP s'insurge contre les comportements inhumains voire criminels de certains pays de la communauté internationale qui, sous prétexte d'apporter assistance à la République Centrafricaine, font plutôt le contraire en contribuant à la maintenir dans l'insécurité permanente aux fins de justifier leur présence nécessaire aux activités de pillage organisé des ressources minières avec la complicité des groupes armés dans les zones occupées par ces derniers.

Le MNVDP est davantage indigné et en colère en apprenant par un procès-verbal du 30 juillet 2020 que le Premier Ministre Firmin NGRÉBADA, la MINUSCA, les garants et facilitateurs de l'accord de paix, ont reçu royalement à Bangui à huis clos le bandit, terroriste, criminel et sanguinaire Ali DARASSE de l'UPC, pour :

- lui garantir davantage l'impunité ;
- lui promettre sa réinstallation à Bambari d'une part, au mépris de tous les massacres odieux dont il est responsable pratiquement dans toutes les régions du centre et du sud-est depuis l'accord du 06 février 2019 dont il est signataire, et d'autre part, au mépris de l'invasion barbare de la ville de Obo où il s'y est imposé comme PATRON des lieux en y faisant venir tous azimuts de nombreuses communautés peuls d'Afrique, pour y vivre en sédentaires sous sa protection en territoire conquis ;
- lui demander de se désolidariser des autres bandits, terroristes, criminels et sanguinaires comme lui, à savoir : Abass SIDIKI et Al KATHIM, comme s'il est moins diabolique qu'eux.

Le MNVDP en tant que composante de la société civile, associe sa voix à celle du Groupe de Travail de la Société Civile (GTSC) qui a lancé le 31 juillet un vibrant APPEL À MANIFESTER. Toutefois, le MNVDP complète les dénonciations énumérées par le GTSC en ACCUSANT L'ÉCHEC du régime TOUADERA qui est à l'origine de toutes ces graves dérives.

Le MNNDP, à travers ses précédentes déclarations, avait déjà et à juste titre EXIGÉ LA DÉMISSION DU PREMIER MINISTRE FIRMIN NGRÉBADA. **Et aujourd'hui, cette exigence s'impose plus que jamais grâce à la pression de la rue à travers une GRANDE MANIFESTATION POPULAIRE comme l'a si bien annoncée le GTSC.**

Le MNVDP demande au Président de la République Chef de l'Etat :

- de prendre ses responsabilités, en prenant acte de l'accusation de son échec du fait du Premier Ministre Firmin NGRÉBADA qui semble le tourner en bourrique et
- de faire preuve d'hauteur et de capacités d'écoute des voix de sagesse qui l'ont interpellé, notamment la Cour Constitutionnelle et la Conférence Episcopale Justice et Paix, à privilégier (**MAINTENANT**) la concertation avec toutes les forces vives démocratiques de la Nation.

Fort de tout ce qui précède, le MNVDP tient ici à demander au Chef de l'Etat ce qui suit :

- **la démission immédiate du Premier Ministre ;**
- **l'extinction immédiate de l'accord de Khartoum et tout ce qui s'en suit ;**
- **que le Président de la République convoque en URGENCE une rencontre de concertation avec toutes les forces vives démocratiques, pour aborder consensuellement les graves sujets suivants** : insécurité et groupes armés, malversations et impunité, ANE et élections, gestion de la crise sanitaire – COVID-19.

**Le MNVDP, en communion avec le GTSC, appelle l'opinion nationale (société civile – toutes les associations actives ; tous les mouvements et partis politiques – toutes sensibilités confondues dont MCU, KNK, Chemin de l'Espérance, URCA, MKMKS, RPR, RDC, MLPC, ADP, FPP, MESAN, PSD, CAPNCA, etc.) a une GRANDE MOBILISATION POPULAIRE, pour :**

- dire NON à l'association des criminels, sanguinaires étrangers à la gestion de l'Etat, lesquels narguent les Autorités régaliennes et se moquent du PEUPLE **comme Ali DARASSE dans sa dernière note (soi-disant) de désengagement et de clarification de ce 01<sup>er</sup>/08 ci-jointe ;**
- se mobiliser et s'organiser à défendre la Patrie et mettre hors d'état de nuire tous ces criminels ;
- EXIGER la démission du PM qui a trahi et continue de trahir le PEUPLE ;
- DÉNONCER l'accord de Khartoum qui bafoue l'intérêt du PEUPLE ;
- DÉNONCER avec force l'attitude complice de certaines forces de la MINUSCA qui feraient infiltrer des individus armés dans Bangui (notamment au PK5) aux fins de créer le chaos.

**C'est l'affaire de tout le PEUPLE sans exclusif, l'affaire de tous les centrafricains fraternellement épris de paix. Le MNVDP sera aux côtés du GTSC, en espérant la présence de toutes et de tous.**

**Nous espérons enfin un vrai soutien sans faille de la France et USA, Russie, UE et ONU.**

Fait à Bangui, le 1<sup>er</sup> Août 2020

**Hassane DONDAYE**  
*Coordonnateur*